Démocratie. **Unpact, la structure qui rassemble les instances représentatives des chefs d'entreprise de Côte-d'Or a tiré le bilan des trois grands débats qu'elle a organisés en février et mars.**

La réalité sociale vue de la fenêtre de l'entreprise

Plus de 150 chefs d'entreprise côte-d'oriens ont participé à l'un des trois débats organisés dans le département, entre le 6 février et le 12 mars, par Unpact, structure fédérant les responsables du Medef 21, de la CPME 21, de la CCI 21, de l'U2P et de la Chambre de métiers et de l'artisanat. À Dijon, Venarey-Les Laumes et Beaune, le but poursuivi était le même : donner à entendre la voix des dirigeants d'entreprise dans le contexte plus global de grand débat national initié dans la foulée du mouvement de protestation des gilets jaunes. La Côte-d'Or ne fut d'ailleurs pas le seul département à s'impliquer de la sorte puisque d'autres débats destinés aux dirigeants d'entreprise ont été mis sur pied en Saône-et-Loire, à Mâcon et Chalon-sur-Saône (CCI, Medef, CPME), et dans le Jura, à Lons-le-Saunier.

DR

Organisés partout en Côte-d'Or *(ici, à Venarey-Les Laumes le 6 mars ou ci-dessous à Beaune, le 12 mars)*, les débats Unpact ont permis à la voix des entrepreneurs d'être entendue, au sein du grand débat national.

EXERCICE DE DÉMOCRATIE

Même si, pour ces évènements, l'affluence n'a pas toujours été au rendez-vous, avoir moins de participants ne signifiait pas pour autant hériter d'un débat pauvre. Invités à s'exprimer sur les quatre thématiques définies par le gouvernement (fiscalité et dépenses publiques, organisation des services publics, transition écologique, démocratie et citoyenneté), les participants ont, pour certains, saisi à bras-le-corps cet exercice de démocratie finalement inédit, pour en faire ressortir, quelques fois, des propos assez iconoclastes mais, le plus souvent, une véritable réflexion sur le rôle sociétal de l'entreprise, une prise en compte de difficultés globales auxquelles l'entreprise ne saurait être étrangère. Même si ces dirigeants ont beaucoup pesté contre une fiscalité instable et lourde, ils ont su, dans leur majorité, sortir de la complainte stérile.

« *Ce qui ressort beaucoup de ces débats,* souligne Geoffroy Sécula, nouveau président de la CPME 21, *c'est notamment la volonté de disposer d'une loi de finance stable, qui assure une visibilité et qui ne soit pas synonyme de bouleversements fiscaux tous les six mois* ». La complexité du système fiscal et l'importance de disposer de bonnes informations, quant à la destination des impôts, sont également des arguments qui ont souvent été exprimés. Autre point régulièrement dénoncé par les participants : la tendance de l'État à transférer des charges aux entreprises. « *À travers ces débats,* constate également David Butet, président du Medef 21, *on n'a pas constaté de décalage entre urbain et rural. L'entreprise apparaît comme un élément central dans la construction des territoires* ». « *On a ressenti au fil des échanges,* poursuit Geoffroy Sécula, *le besoin d'un lien entre entreprises et collectivités, la nécessité de se parler et de se comprendre* ». Sur la transition écologique, aucune opposition frontale ne s'est exprimée lors de ces débats. Bien au contraire, de multiples exemples de gestes et de prises de conscience réalisés au sein des entreprises ont été décrits. Néanmoins, il apparaît que les chefs d'entreprise réclament une transition écologique s'appuyant sur des critères à la fois raisonnables et raisonnés. La brûtalité de certaines mesures, apparaissant comme coupées des réalités étant souvent dénonçées.

DR

« COMMENT TOUT CELA VA ÊTRE "DISTILLÉ" ? »

En conclusion, Régis Penneçot, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat insistait sur le fait que « *les chefs d'entreprise ont joué le jeu du débat démocratique. On se demande à présent comment tout cela va être "distillé"? Nous sommes conscients des difficultés mais nous sommes prêts à accompagner et à réfléchir ensemble* ». Les comptes-rendus des débats ont été mis en ligne sur la plateforme nationale et sont également remontés aux instances nationales du Medef, de la CPME, de l'U2P, des CCI et des CMA. Les dirigeants rassemblés au sein d'Unpact ont conclu leur bilan de ces débats par un appel à cesser les manifestations de gilets jaunes qui impactent fortement l'activité économique des centres-villes, notamment à Dijon. Ces débats auront en tout cas permis de remettre au centre des échanges ces corps intermédiaires que sont les réseaux consulaires et les représentations syndicales, qui ont eu le sentiment d'être mis de côté par le gouvernement.

Berty Robert